

CONSTRUCTION POLITIQUE DE L'ALTERITE ET RECONFIGURATION DU LIEN SOCIAL A ABIDJAN

Jean François Dally

Institut National Supérieur des Arts et

de l'Action Culturelle (INSAAC)

Jeanfrancoisdally88@gmail.com

Résumé

Notre étude interroge les enjeux de la radicalisation politique des positions sociales entre les communautés à Abidjan. Elle s'appuie sur des données empiriques qui découlent d'une enquête qualitative. A cet effet, les entretiens (semi-directifs) nous ont permis de cerner les croyances et les structures idéologiques qui activent les marqueurs de différenciations dans les rapports de cohabitation à Abidjan. L'analyse des données empiriques montre que l'appartenance (politique, ethnique et religieuse) des populations s'apparente à la fois comme marqueur de différenciation et de rassemblement. Différenciation dans le processus de conceptualisation de la citoyenneté en tentant de répondre à la question 'qui est considéré comme membre appartenant à la communauté et qui ne l'est pas ?'. Mais également marqueur de rassemblement dans la mesure de se positionner comme contre-pouvoir face aux autres acteurs en compétition. Cette vision qui participe à construire politiquement l'altérité implique une forme de catégorisation culturelle qui consacre l'intervention de stéréotypes et préjugés tendant à marqué une différenciation entre un nous et un eux, expression du délitement du lien social à Abidjan.

Mots-clés : *Altérité, lien social, appartenance, différenciation*

Abstract

Our study examines the issues surrounding the political radicalization of social positions between communities in Abidjan. It is based on empirical data derived from a qualitative survey. To this end, the (semi-directive) interviews allowed us to identify the beliefs and ideological structures that activate the markers of differentiation in cohabitation relationships in Abidjan. The analysis of the empirical data shows that the affiliation (political, ethnic, and religious) of populations appears to be both a marker of differentiation and a marker of unity. Differentiation in the process of conceptualizing citizenship by attempting to answer the question "who is

considered a member of the community and who is not?" But also a marker of unity in the sense of positioning oneself as a counter-power to other competing actors. This vision, which contributes to the political construction of otherness, implies a form of cultural categorization which consecrates the intervention of stereotypes and prejudices tending to mark a differentiation between an us and a them, an expression of the disintegration of the social bond in Abidjan.

Keywords: *Otherness, social bond, belonging, differentiation*

Introduction

La problématique de l'altérité met indubitablement en exergue la question de l'identité culturelle entre membres de groupe opposés par une perception nuancée de la citoyenneté. Elle intervient à partir du moment où ces membres activent des marqueurs de différenciations dans leur rapport de cohabitation. L'altérité renvoie à la construction de l'autre comme différent de nous. Mais également, elle est vue sous une autre perception, celle de l'opposition du sujet (je, moi) à un autre sujet, à un autre je mais qui se différencie du moi (C. Benoit, 2008, p.2). A cet effet, cette différence se construit dans une perception bifurquée de l'identité des membres du groupe. De plus, C. Benoit (2008, p.5) soutient que l'altérité est le caractère de ce qui est autre. Elle est liée à la conscience de la relation aux autres considérés dans leur différence. Ainsi, l'autre s'oppose à l'identité, caractère de ce qui est dans l'ordre du même. Et de là va découler selon l'auteur, les oppositions s'inscrivant dans la dualité. C'est-à-dire entre différence et similitude, entre diversité de condition et égalité de condition. Mais également, entre diversité de langue et communauté de langue, entre diversité culturelle et communauté culturelle etc.

Toutefois, la constitution de l'identité se trouve au milieu d'une dialectique de l'un et du multiple. Ainsi, comme l'exprime l'auteur, la construction du soi se fait souvent par rapport à l'autre, dans une relation d'opposition du je à l'autre et dans une relation d'appartenance du je au groupe du même. L'identité,

considérée ainsi comme un système de relations et de représentations trouve dans l'altérité un facteur dynamique de sa transformation ; de la même manière que l'autre change dans le temps et dans l'espace, l'identité elle aussi se transforme, suivant le nouveau visage que prend l'autre dans chaque époque. Cependant, la représentation de l'altérité c'est une dynamique communicationnelle, car l'autre se produit dans l'acte de communication (E. Patzioglou, 2012, p.12). En effet, parler d'autrui implique l'existence d'un type de relation qui fait intervenir un individu autre qui s'oppose au moi. Ce qui suppose que l'autre n'est pas moi, mais est plutôt différent de moi selon certains traits caractériels. Mais pour qu'il y ait communication entre l'autre et le moi comme soutien E. Patzioglou (2012, p.13), il doit y avoir quelque chose de commun qui garantisse cette communication.

Ainsi, dans le cadre de notre étude, l'élément communicationnel entre les membres du groupe de référence se formalise dans l'appartenance (politique, ethnique et religieuse). Ceux-ci se constituent à la fois comme marqueur de différenciation et de rassemblement à Abidjan. Différenciation dans le processus de conceptualisation de la citoyenneté en répondant aux questions suivantes : qui est citoyen et qui ne l'est pas ? Qui est considéré comme membre appartenant aux groupes et qui ne l'est pas ? Mais également un marqueur de rassemblement dans la mesure de se positionner comme contre-pouvoir face aux autres acteurs en compétition. L'objectif de cette étude est de montrer comment la construction de l'altérité implique une forme de catégorisation culturelle et fait intervenir certains stéréotypes et préjugés. Aussi, l'impact de cette réalité dans la légitimation et la constitution des bastions politiques à travers les différentes communes du District d'Abidjan.

1. Méthodologie

Cette partie de notre travail permettra de présenter les éléments de notre cadre méthodologique à savoir : cadre de recherche, participants, instrument de collecte de données, déroulement de l'étude, mode de traitement des données.

1.1. Cadre de recherche

Notre étude s'est déroulée à Abidjan, la plus grande des villes de la Côte d'Ivoire. Elle compte en son sein près de dix (10) communes. La sociohistoire du peuplement du pays montre que la ville d'Abidjan a bénéficié, par le biais de la politique de valorisation de la Côte d'Ivoire, des flux migratoires qui ont participé à la formation d'une population composite. L'instrumentalisation politique de ces populations a participé à reconfigurer le lien social.

1.2. Participants

La question de la reconfiguration idéologique du lien social repose sur un ensemble de croyances, de systèmes de représentations et d'idéologies qui ont nécessité la prise en compte dans notre échantillonnage d'une certaines catégories d'acteurs susceptibles d'apporter des informations nécessaires à la compréhension du phénomène. Ainsi, nous avons administré 52 entretiens à 08 différentes catégories d'acteurs qui sont :

- autorités coutumières (06 entretiens)
- autorités administratives (07 entretiens)
- élues locaux (03 entretiens)
- membres de groupements politiques (14 entretiens)
- leaders de jeunes (07 entretiens)
- responsables d'associations de femmes (03 entretiens)
- leaders religieux (05 entretiens)

- communautés allochtones et allogènes (07 entretiens)

1.3. Instrument de collecte de données

Nous avons élaboré un guide d'entretien pour collecter les données. Cet instrument a permis de comprendre comment les mutations politiques ont participé à construire de nouvelles formes de cohabitation.

1.4. Déroulement de l'étude

Pour faire passer notre guide d'entretien, nous nous sommes rapprochés des personnes cibles au niveau de chaque catégorie d'acteurs interrogés. Ces personnes nous ont facilité l'accès aux différents interviewés. La sensibilité et la complexité de notre sujet d'étude nous a conduit à procéder à des entretiens individuels, afin d'éviter qu'un enquêté ne soit influencé dans sa réponse par la présence des autres.

1.5. Mode de traitement des données

Le traitement des données, dans le cadre de l'approche qualitative que nous avons choisi s'est fait de façon manuelle. Nous avons procédé à la catégorisation thématique des données. Ensuite des croisements entre les données ont été réalisés. Cette démarche a permis d'appréhender les perceptions des différentes thématiques selon les différentes catégories d'acteurs interrogés.

2. Résultats

A Abidjan, les successions de crises politiques ont fortement cristallisées les positions au point où se sont formalisées dans les manières de faire et d'agir, des actions tendant à légitimer une sorte de différenciation entre les populations. Ainsi, entre appartenance politique, religieuse et ethnique, l'altérité se construire comme une norme sociale qui favorise la mise en place des marqueurs de différenciation entre les populations

abidjanaises. L'opposition au niveau macro entre population de la zone forestière et celle de la zone septentrionale dépeint sur la nomenclature de la population abidjanaise. Elle se positionne comme cadre opérationnel de la dérégulation sociale mais également comme moyen de délitement du lien social. Ainsi, en opposant un nous aux eux à Abidjan, l'on constate dans les rapports de cohabitation, la transformation de la solidarité organique chère aux communautés moderne (marqué par une certaine hétérogénéité de leur population) à une forme mécanique de la solidarité qui légitime une homogénéité de la population.

2.1. Logique de catégorisation de la population comme forme de construction sociale et politique de l'altérité à Abidjan

Le processus de catégorisation de la population sur le territoire africain connaît une ascendance depuis l'époque coloniale (J-P. Chauveau et J-P. Dozon, 1985, p.72). Avant la création formelle des états africains, la construction du lien social, s'est apparentée à la construction d'un nous, opérant une démarcation entre le colonisé et le colonisateur. Il s'agissait de mettre en avant un agir ensemble facteur de création d'une identité nouvelle, fédératrice des communautés africaines. Cependant, au lendemain des indépendances, naît un caractère ambigu de la question de la citoyenneté. En effet, la diversité linguistique, religieuse et culturelle qui se constate sur le territoire africain ressemblait à un exercice. Cet exercice, d'une part, participe à la refondation de liens entre l'appareil étatique légué par la colonisation et une nation artificielle constituée de peuplades disparates aux traits culturels (mœurs et coutumes) différents. Mais également, consiste au développement chez ces différentes peuplades d'un sentiment d'appartenance à une entité nouvelle autour d'un projet politique commun avec des moyens adéquats.

En Côte d'Ivoire, la question de la catégorisation de la population se construit au lendemain des indépendances et à l'orée de l'avènement du multipartisme. Ce processus, depuis son introduction au niveau macro (par l'opposition entre populations des zones forestières et celles des zones septentrionales) dépeint au niveau micro par des formes de différenciation dans les rapports de cohabitation. Ces formes de différenciation on ne peut le nier sont encadrées par des logiques de resocialisation et de stigmatisation légitimées par le jeu politique. En effet, la bipolarisation du jeu politique dans son opposition entre population du Grand Nord et population du Sud Forestier construit une sorte d'altérité qui se conçoit dans les concepts de nous et eux à Abidjan.

Dans l'imaginaire des populations ivoiriennes et relativement à la sociohistoire des processus migratoire, le "nous" représente les populations considérées comme les anciens arrivants, tandis que le "eux" s'apparente aux nouveaux venus. Mais au-delà, elle s'exprime comme une forme de démarcation entre les populations qui se perçoivent d'appartenance religieuse et ethnique différente dans le jeu politique. Ainsi, les concepts de nous et eux se positionnent comme des marqueurs idéologiques d'exclusion et d'inclusion des individus au groupe de référence. C'est dire que l'on reconnaît l'individu A comme appartenant au groupe de référence X à partir du moment où celui-ci mobilise certains critères d'inclusion reconnus et acceptés par l'ensemble des membres du groupe X. ces critères se construisent soit dans l'appartenance ethnique soit religieuse, puisque celles-ci définissent si l'individu appartient au même groupement politique que les membres du groupe X. Mieux, dans un milieu quelconque de la ville d'Abidjan l'acteur A et l'acteur B se reconnaissant d'une ethnie ou d'une religion quelconque se considère du coup comme étant du même bord politique. Ainsi, nous et eux se construisent dans les critères d'inclusion et

d'exclusion. Ceux-ci reposent sur l'appartenance ethnique des acteurs et sont encadrés par les enjeux du jeu politique.

La sociogenèse de la structuration de l'espace démontre dans l'imaginaire populaire une distinction bifurquée et conflictuelle entre les communes de Yopougon et d'Abobo dans la catégorisation de leurs populations. Le constat qui ressort de notre travail de recherche exprime le fait que ces deux communes représentent à Abidjan les blocs radicaux de contestation identitaire et politique. Elles représentent idéologiquement le bloc des anciens arrivants (Yopougon) et celui des nouveaux venus (Abobo).

Cependant, il apparaît paradoxale de concevoir la commune d'Abobo comme une zone de nouveaux venus, puisque la sociohistoire renvoie cette commune à une zone appartenant au peuple Tchaman (Ebrié). Toutefois, pour mieux cerner ce paradoxe, il faut faire fi du cadre de dénomination mais plutôt porter un regard sur l'appartenance ethnique et religieuse de la majorité des populations qui composent cette dénomination. C'est dire que l'appartenance politique des populations d'un espace X ou Y est définie à partir de l'appartenance religieuse et ethnique qui prévaut au sein des populations de ces espaces. C'est à cela que M.L.K un enquêteur affirmait en ces termes que :

« ça été déplorable pour nous d'assister en période de crise à une nouvelle cartographie de la ville d'Abidjan. Les communes se sont constituées en bastion des hommes politiques. Elles ne se définissaient pas conventionnellement mais à partir de la majorité de population qui se reconnaissaient à un homme politique quelconque. Et cette manière de concevoir les choses a contribué à catégoriser les communes de la ville d'Abidjan. On avait d'un côté les quartiers à majorité musulmane où étaient mal vu les acteurs d'obédience chrétienne à cause de leur supposé appartenance

politique. De l'autre côté les quartiers mixtes avec une majorité de chrétiens dans lesquels certains jeunes "patriotes" dressaient les barricades empêchant du coup les populations en "boubous" d'y pénétrer sous prétexte que ceux-ci convoaient les "rebelles" (...) »

La construction des concepts de nous et eux dans la catégorisation des acteurs est sous-tendue par des motifs sociaux et politiques. Au niveau social, l'assurance d'une vie socialement réussie, selon nos enquêtes, passe par l'accession d'un proche à des hautes fonctions de l'Etat. Il faut dès lors, y contribuer par ses votes à base ethno-religieuse.

En effet, la contribution de ces groupes sociaux se construit comme un investissement probable et social afin de leurs permettre des retombés plus ou moins plausibles. Cette perception de la réalité se traduit sur le plan langagier ou discursif avec les métaphores tel que : « *c'est nous qui sommes là maintenant* » ; « *au temps de...* » ; « *c'est à notre tour de manger* ». Toutefois, cette pratique apparaît comme un facteur de fragilisation et d'instabilité sociale, un état « d'anomie sociale », elle est de même une indication probable de la détérioration des valeurs démocratique du jeu politique qui font que certains rôles et fonctions sociales sont radicalement transformés par le biais de la manipulation politique des appartenances religieuses et ethniques. Cette action qui participe à déliter les couches sociales répond à un besoin de conquête de pouvoir d'Etat.

Cependant, au plan politique, la construction idéologique des "eux" et "nous" s'effectue sur la base des revendications d'appartenance et de conflits d'identité ethno-religieuse sponsorisée par la manipulation politique de la religion et des conceptions culturelles. C'est à cela que S. K. pouvait se prononcer en ces termes :

« Les gens ont tellement politisé la religion et même les préceptes religieux que lorsque vous rendez visite à un

Imam ou un pasteur il préfère vous parlez de ses choix politiques au lieu de vous enseigner ce que Dieu veut que vous fassiez en temps de crise. Quand on sait que ces personnes représentent une multitude de fidèles ou d'adeptes. Le politique préfère les utiliser pour faire passer son message puisque ceux-ci sont des leaders et le peuple copie à la lettre ce qu'ils enseignent : la parole d'un Imam ou d'un pasteur, c'est la parole de Dieu ! Alors celui dont le pasteur ou l'imam légitime le choix devient du coup le choix de Dieu »

A l'analyse des propos de notre enquête, il ressort que le politique par son action, opère une distorsion de la réalité politique de sorte que le jeu démocratique lui soit favorable. Le but ultime est d'emmener les acteurs à "croire" en une idéologie politique, afin que dans le processus de socialisation et d'intériorisation, l'individu légitime son action par des productions idéologiques. Toutefois, à Abidjan le processus de démarcation entre acteurs politiquement opposés contribue à la transformation de la conception des formes de société exprimée par E. Durkheim (1893).

Il s'agit à ce niveau d'une absconse formalisation du lien social et de l'intégration qui fait passer dans le milieu urbain la solidarité organique (caractérisée par une forte hétérogénéité de la population) à une solidarité mécanique qui légitime une certaine homogénéité de la population abidjanaise. Ainsi, de l'hétérogénéité à l'homogénéité, l'altérité radicalise les positions de sorte à construire une resocialisation. Qui elle, légitime l'insertion des populations dans des groupes de pairs, encadrés par l'appartenance religieuse, ethnique donc politique de ceux-ci.

2.2. De la solidarité organique à la solidarité mécanique dans le processus de construction de l'altérité à Abidjan

Dans son ouvrage *De la division du travail social*, E. Durkheim (1983) soutient la thèse qu'il existe dans toutes les sociétés humaines une fonction morale qui lie les individus entre eux. Ce lien exprime l'existence d'une conscience collective qui se construit dans la solidarité mécanique et une conscience à caractère individuelle marqué par une forte division des tâches (solidarité organique). E. Durkheim (1983) distingue ainsi, dans la conscience de chacun une part qui lui est propre et celle qu'il partage avec la société entre conscience individuelle et collective. Toutefois, il soutient également que la conscience individuelle est fortement réduite dans les sociétés traditionnelles. Puisque dans celles-ci existent une faible division du travail. L'intégration d'un individu quelconque au sein de ces sociétés, obéit à un certain nombre de critères reposant sur des croyances et sentiments légitimés par l'ensemble de la communauté. Ceci implique pour l'individu de strictement se conformer aux différentes normes et valeurs sans quoi celui-ci est considéré comme déviant. Cette forme de solidarité à conscience collective est dite mécanique et s'oppose aux sociétés caractérisées par une division du travail. Par ailleurs, E. Durkheim (1983) qualifie d'organique toute société caractérisée par une forte densité de la population dans un milieu donné. Cette densité implique donc une transformation des fonctions sociales. Ainsi, en se développant, la conscience individuelle confère à l'individu de gagner en autonomie par rapport au collectif. Cette forme de société dites modernes repose sur des liens de complémentarité. Toutefois, le passage d'une société traditionnelle à celle moderne fait intervenir selon l'auteur la présence de trois différents éléments. Ces éléments se matérialisent en premier lieu au travers de la taille de la société (s'agissant du nombre d'individus présent dans la société). En

second, la densité matérielle et en fin de compte dans la densité morale (soit l'intensité des formes de relations et d'interrelations entre les individus). Nous retenons que chez Durkheim, deux différents idéaux-types permettent de décrire l'évolution des sociétés. Egalement, l'auteur pose le questionnement sur le maintien de la cohésion sociale dans une société qui légitime la montée de l'individualisme et le recul de la conscience collective. Les idéaux-types de description de l'évolution des sociétés émises par Durkheim marquent un processus qui part de la solidarité mécanique à celle organique. C'est-à-dire de la conscience collective à la conscience individuelle.

Dans le cadre de notre étude, nous analysons le processus de construction politique de l'altérité à Abidjan en démontrant qu'il existe une ascendance de la conscience collective sur celle individuelle. Mais cette perception paraît paradoxale puisque nous nous situons dans un cadre (la ville d'Abidjan) à forte division sociale du travail. Ce qui implique chez les individus une diversification des rôles, statuts et une moindre similarité entre eux.

Nous exprimons dans notre analyse que certes les changements démographiques et économiques de ce cadre (la ville d'Abidjan) ont conduits à une mutation de la solidarité mais pas à une disparition du lien social. C'est dire que tout en étant dans un cadre légitimant une solidarité à caractère organique et une différenciation entre les individus, les enjeux du jeu politique implique une réactualisation du lien social dans les rapports de cohabitation entre acteurs.

Cependant, la conscience collective s'exprime au prisme des discours idéologiques et favorise la stigmatisation politique des populations abidjanaise au travers de leur appartenance ethnique et religieuse. Ainsi, les appartenances ethniques et religieuses s'expriment comme cadre définitionnel de l'appartenance politique des populations dans la ville d'Abidjan. Le politique par le biais de la distorsion du jeu politique en Côte d'Ivoire

contribue à renforcer la stigmatisation, la marginalité et par conséquent l'anormalité à travers les communes du District d'Abidjan. Cependant, ce concept de stigmatisation contribue à une désocialisation croissante des populations abidjanaise.

La désocialisation est ici perçue comme un ensemble de comportements et de mécanismes sociaux par lesquels l'individu se détourne de la réalité sociale pour chercher un soulagement dans ce que nous appelons la construction du sentiment de famille.

Le processus aboutissant à la construction du sentiment de famille est tributaire de l'action rétroactive du champ politique (élite politiques, groupements politiques) sur le champ social (groupes sociaux) et vice versa dans la formalisation de la privatisation politique de l'espace abidjanais. Toutefois, le télescopage de ces deux différents champs va entraîner leur dislocation en plusieurs sous champs ou sous-groupes. Les sous-groupes ainsi formés (au travers des productions idéologiques) vont migrer en se télescopant dans l'espace social (la ville d'Abidjan). Ce télescopage va aboutir à la formation de sous-ensembles qui se constitueront idéologiquement en ce que nous appelons la famille politique.

La construction de ce sentiment de famille constitue un indicateur important et reste explicatif puisqu'elle stimule idéologiquement les pratiques sociales des groupes sociaux en présence dans la ville d'Abidjan.

Cette notion, de construction du sentiment de famille à travers les variables ethniques et religieuses met en avant la notion de cohésion sociale, puisqu'elle sous-tend une forme de solidarité mécanique au sein du groupe c'est à dire des croyances et des valeurs communes à tous. Toutefois, la notion de construction du sentiment de famille s'éloigne de la définition étymologique de la famille (faisant abstraction d'une certaine filiation du groupe), elle se conçoit idéologiquement. Elle se présente dans l'imaginaire social comme un processus de resocialisation.

Ainsi, les acteurs se sentant exclu du groupe de référence à partir de la manipulation politique des appartenances religieuses et ethniques, s'insèrent dans des milieux recomposés par des groupes d'individus avec lesquels ils partagent en commun certaines normes et valeurs. La construction de ce sentiment de famille donne lieu à la naissance de micro groupe dans lesquels les individus se positionnent comme contre-pouvoir face aux autres acteurs en compétition dans la ville d'Abidjan.

Toutefois, cette forme de stigmatisation de l'individu qui conduit à la construction du sentiment de famille s'exprime comme une forme de désocialisation de l'acteur. Par ailleurs, au bout de la désocialisation, naît un processus de « resocialisation ». Les individus stigmatisés, se retirant de la société de référence, s'insèrent dans un autre espace en créant leur propre milieu composé par des groupes d'individus avec lesquels ils partagent en commun certaines normes et valeurs.

La construction de cet espace donne naissance à de micro société où les individus peuvent s'épanouir et exprimer la singularité de leur nature. Nous démontrons que la stigmatisation et par son prisme la désocialisation contribue à la création des différents blocs idéologiques dans le District d'Abidjan. Cela s'effectue, dans le sens de la détérioration de la notion de cohésion sociale et marque un frein dans l'expression des relations entre acteurs dans l'ensemble des dix communes urbaines d'Abidjan. D'où la notion de bastionnisation politique de la ville d'Abidjan, qui elle-même, s'appuie sur la construction du sentiment de famille politique mais repose sur des marquages toponymiques des sites habités par les populations abidjanaises.

3. Discussion

3.1. Altérité et rapport à l'espace comme forme de catégorisation de la population

Pour bon nombre d'auteur (H. Lefebvre, 1970 ; M. Crozier et E.

Friedberg, 1977) ; P. Bourdieu, 1984) l'espace constitue un enjeu social donnant lieu à des rapports de forces. Ces rapports impliquent donc l'existence de systèmes de relation qui encadrent l'action des individus dans l'espace mais que ceux-ci sont susceptibles de contourner selon certains intérêts (soient individuels ou communs) mobilisés. Toutefois, H. Lefebvre cité par G. Busquet (2012, p.6) présente l'espace comme une notion à la fois produit social et enjeu politique. L'espace est un produit social puisqu'il résulte de stratégies, et même des formes d'appropriations et de pratiques se déroulant selon des modèles socioculturels, des intérêts propres à chaque groupe et des positions sociales (de classe). Il ressort donc que l'espace est loin d'être un réceptacle vide, il est un enjeu et un support de stratégies et de représentations sociales contradictoires c'est-à-dire un support actif produit, approprié et transformé en fonction d'intérêts, de valeurs et d'idées antagonistes.

Cette conception de l'espace renvoie chez P. Bourdieu (1984) à concevoir l'espace comme un champ d'action dans lequel évoluent deux (2) types d'acteurs l'un reconnu dominants et l'autre dominés, tous deux caractérisés par la répartition de certains types de capitaux (économique, social, culturel et symbolique).

Mais dans la distribution de ces capitaux M. Crozier et E. Friedberg (1977) estiment que L'acteur ne peut se substituer au système. Puisque celui-ci définit la liberté qui est sienne et la rationalité qu'il peut utiliser dans son action. Mais par contre pour ces auteurs, le système n'existe que par l'acteur qui seul peut le porter et lui donner vie, et qui seul peut le changer. Cet état de fait place l'acteur au-dessus de la chaîne sociale et présente l'action de celui-ci comme un construit social. Cela entraîne donc une contrariété entre l'action de l'individu et celui de la collectivité. Puisque toute action collective nécessite l'existence d'une sorte d'intégration d'acteurs divers. Cette logique d'intégration peut exiger des fois l'application de pratique

contraignante, une sorte de manipulation, mais aussi, peut être règlementé par un certain contrat social qui traduit une certaine incertitude. Toutefois, le contrôle de cette forme d'incertitude transmet du pouvoir à l'acteur. Mais peu importe le degré de contrôle qu'implique le système social, l'acteur détient une certaine marge de liberté dans ses différentes relations.

Cet état de fait nous confronte aux logiques d'action légitimant les rapports de forces (entre acteurs) dans le milieu social selon C. Partoune (2009). Pour cette auteure, cet aspect s'exprime à travers deux types de logiques : une logique exprimée et une logique interprétée. La logique exprimée est « une logique verbalisée » qui laisse transparaître la volonté qui sous-tend l'action de l'individu. La logique interprétée, quant à elle, s'inscrit aux antipodes de la première logique. Elle traduit selon elle « l'enjeu réel de l'acteur qui motive son action, mais qu'il ne souhaite pas exprimer » (Partoune, 2009, p. 83).

Ainsi, tout long de notre étude nous avons fait le rapprochement empirique entre la problématique de l'altérité et le rapport à l'espace. Ce rapprochement participe à construire une forme de différenciation entre les populations dans un espace donné. Cette réalité est soutenue par S. Fainzang (1988, p.105) à partir de l'exemple d'une commune péri-urbaine de la région parisienne à caractère polyethnique et pluriculturel. Cette étude permet de dégager une série de constantes dans les relations entre les diverses catégories socio-culturelles en présence et dans les représentations qui les étayaient. On s'aperçoit à travers cette étude, que la figure de l'Autre culturel ne coïncide pas exclusivement avec celle de l'étranger ethnique, même si elle se pare de traits ressortissant à la même logique. Ainsi, pour l'auteure, la construction sociale de l'Autre s'édifie d'abord et avant tout, dans cette commune, sur le rapport à l'espace et à la résidence, qu'il soit ou non exemplifier par un mode de vie divergent.

C'est ce que relate D. C. Durante (1997, p.11) lorsqu'il soutient que l'Autre n'est Autre que par rapport au Même. C'est dire que l'émergence de l'Autre dans un lieu assignable en tant que topos d'un discours (celui du Même) est le produit d'une sommation. Ainsi, pour l'auteur, Sommé par le discours qui a le pouvoir de le représenter, le sujet venu d'ailleurs voit son identité escamotée au profit d'une logique discursive qui relève du stéréotype. Cet aspect nous renvoie à une dialectique de reconnaissance partielle comme souligne l'auteur: le sujet n'est pas reconnu à partir de son lieu d'origine, mais en fonction de son acquiescement, ou soumission, à une sommation stéréotypale. Dans la mesure où il ne peut que s'y plier, le sujet va reproduire lui-même le cliché qui fait de lui un étranger. Cette dialectique partielle de reconnaissance de l'Autre mène à une certaine aliénation du sujet.

C. Audebert et al. (2013) à travers leur étude portant sur des regards croisés sur la situation des populations noires entre l'Europe et les Amériques, ajoutent que la mise en dialogue de divers contextes stato-nationaux dans l'espace met en lumière la diversité des logiques d'altérisation des populations afrodescendantes. Les processus d'ethnisation des espaces locaux ne sont pas étrangers au renouveau de ces catégories et le territoire est aujourd'hui à nouveau convoqué par les sociétés et leurs institutions, mais selon de nouvelles modalités et à d'autres fins. La fluidité des identités globalisées, les passerelles observées localement entre les logiques culturelles et politiques qui les dynamisent et l'instrumentalisation du territoire par le politique à des fins de racialisation ou d'ethnisation des populations nous rappellent que les identités et les territoires restent avant tout des productions sociales, que l'on ne saurait donc considérer comme essentielles.

3.2. Altérité et reconfiguration du lien social

Dans le processus de radicalisation politique des positions

sociales, notre étude a mis en avant la subtile relation entre l'altérité et la logique de reconfiguration du lien social. Une forme de construction dichotomique des entités au travers de relents politico identitaire à Abidjan. En effet, cette réalité étudiée fait partie d'un ensemble de travaux portant sur la question de l'altérité. Pour M. Hovanessian et al. (1998), ces dernières années les notions désignant l'altérité : communauté, minorité ethnique, diaspora, étranger, immigré ont fait l'objet d'une réflexion critique de la part de nombreux chercheurs en sciences sociales et tout particulièrement des anthropologues. Ces recherches ont abondamment montré qu'il s'agissait de constructions sociales, de catégories qui ordonnent visions et divisions de la réalité et par conséquent exigent du chercheur une certaine vigilance quant à leur utilisation. Cette réalité dichotomique que met en avant l'altérité participe à produire des préjugés et stéréotypes. C'est ce que souligne A. W. Somparé (2009), dans son article sur la différenciation ethnique et la construction de l'altérité dans les entreprises minières en Guinée. Dans son travail, l'auteur montre comment les regards et les discours des membres d'une ethnie sur ceux d'une autre ethnie sont alimentés par des préjugés et clichés qui influencent largement les rapports interethniques dans les Pays africains, notamment en Guinée. Ainsi, à la lumière des différents discours présentés, l'auteur souligne que la définition identitaire ou les jugements de valeur d'une communauté ethnique sur une autre ne sont pas toujours indépendants de la nature du rapport que l'énonciateur entretient avec les membres de celle-ci et de leurs contextes et circonstances d'énonciation.

Conclusion

Notre étude à travers la conceptualisation de la construction politique de l'altérité interroge la question de la cohésion sociale qui demeure problématique depuis plusieurs décennies en Côte

d'Ivoire. La volonté d'accession au pouvoir des acteurs politiques ivoiriens a participé à l'émergence de dissensions au sein de la population ivoirienne. Cette réalité délétère du champ politique en Côte d'Ivoire a contribué des années durant à reconfigurer l'espace abidjanais mais également à dénaturer le tissu social. Cet aspect s'exprime par la restructuration idéologique de la ville d'Abidjan à partir de l'appartenance ethnique, religieuse et politique des populations.

Ce travail de recherche met en exergue l'une des causes des différentes crises politiques en Côte d'Ivoire. En effet, le délitement du lien social par l'instrumentalisation des populations puise sa source dans la construction politique de l'altérité. Cet aspect conduit à une forme de bastionnisation politique des différentes communes de la ville d'Abidjan.

Références bibliographiques

AUDEBERT Cedric, CUNIN Elisabeth, HOFFMANN Odile et POIRET Christian, 2013. Altérité et rapports à l'espace des populations "noires" : regards croisés entre l'Europe et les Amériques, In : Friedman S. (coord.) Jardins. Diasporas, (21), 173-192. ISBN 978-2-8107-0240-4

BENOIT Claude, 2008. « Quand "je" est un autre: A propos d'une belle matinée de Marguerite Yourcenar », Revue-Relief, pp. 1-15.

BOURDIEU Pierre, 1984. *La Distinction: Critique sociale du jugement*, Les Editions de Minuit, Paris, 632 p.

BUSQUET Gregory, 2012. « L'espace politique chez Henri Lefebvre: L'idéologie et l'utopie », Justice spatiale, 5, pp. 1-10.

CHAUVEAU Jean-Pierre et DOZON Jean-Pierre, 1985. « Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire », Cahiers ORSTOM: Sciences humaines, volume 21, pp. 63-80.

CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, 1977. *L'acteur et le système*, Editions du Seuil, Paris

DURANTE Daniel Castillo, 1997. « Les enjeux de l'altérité et la littérature », Québec, Les Presses de l'Université Laval, 3-17.

DURKHEIM Emile, 1986. *De la division du travail social*, Paris: PUF.

FAINZANG Sylvie, 1988. « Espace et altérité. Les relations interculturelles dans une commune péri-urbaine de la région parisienne » (note de recherche), *Revue Anthropologie et Sociétés*, Volume 12, numéro 1, p. 103–113

HOVANEISSIAN Martine, MARZOUK Yasmine et QUIMINAL Catherine, 1998. « La construction des catégories de l'altérité », *Journal des anthropologues*, 72-73, 7-9.

LEFEBVRE Henri, 1970. *La révolution urbaine*, Gallimard, Paris

PARSONS Talcoltt, 1937. *The structure of social action*, Mc Graw Hill, New York

PARTOUNE Christine, 2009 « Comprendre la logique des acteurs », in tableau de bord "Participation et espaces publics, pour un développement et une gestion concertée des espaces publics, recherche Topozym pour la politique scientifique fédérale, partenariat Ulg (UGES), KUL (USEG) », Institut d'Eco-Pédagogie (IEP) Vorming plus Antwerpen, 1-13.

PATZIOGLOU Elissavet, 2012. *La représentation de l'altérité et les discours de la différenciation dans la presse écrite française et grecque: vers la construction d'une identité européenne*, Thèse de doctorat, Université Renne 2, Renne

SOMPARE Abdoulaye Wotem, 2009. « La différenciation ethnique et la construction de l'altérité dans les entreprises minières en Guinée », *Discours d'Afrique*, edited by Alpha Ousmane Barry, Presses universitaires de Franche-Comté, <https://doi.org/10.4000/books.pufc.24997>. p. 111-125